

Analyses d'impact de la déforestation et des produits forestiers

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Description

En 2019, la Commission européenne a adopté la [communication intitulée](#) «Renforcer l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète», annonçant son intention de **renforcer l'action de l'UE contre la déforestation et la dégradation des forêts**, et s'est engagée à évaluer des mesures visant à réduire l'empreinte de consommation de l'UE sur les terres et à encourager la consommation dans l'UE de produits issus de chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation». Plus récemment, le [pacte vert pour l'Europe](#), la [stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité](#) à l'horizon 2030 et la [stratégie «De la ferme à la table»](#) ont confirmé l'engagement de la Commission européenne à présenter, en 2021, une proposition législative et d'autres mesures visant à éviter ou à limiter la mise sur le marché de l'Union de produits associés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et à encourager les importations et les chaînes de valeur respectueuses des forêts.

Les résultats de ce questionnaire contribueront à une analyse d'impact et à la conception d'éventuelles mesures (réglementaires et non réglementaires) axées sur la demande pour aider à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts. **Les mesures axées sur la demande** tiennent compte de l'incidence que la consommation de biens dans l'UE peut avoir sur la déforestation mondiale et visent à réduire le risque de déforestation et de dégradation des forêts associé à cette consommation.

Toutes les parties intéressées sont invitées à répondre au questionnaire, quel que soit leur niveau d'expertise.

Contexte

[Selon la FAQ](#), les forêts couvrent 31 % de la superficie terrestre de notre planète et abritent 80 % de sa biodiversité. Elles contribuent à lutter contre le changement climatique, constituent une partie essentielle de la bioéconomie durable, fournissent plus de 86 millions d'emplois verts et contribuent aux moyens de subsistance de beaucoup plus de personnes. Cependant, la déforestation et la dégradation des forêts à l'échelle mondiale continuent de se produire à des niveaux alarmants: sur un total d'environ quatre milliards d'hectares, les pertes totales s'élèvent à environ 420 millions d'hectares de surface forestière depuis 1990, dont 80 millions de forêts primaires (vierges), essentielles à la protection de la biodiversité et qui agissent comme d'importants puits de carbone.

L'UE contribue directement et indirectement à la déforestation mondiale et à la dégradation des forêts par la consommation de certains produits agricoles, forestiers et autres. Par exemple, entre 1990 et 2008, l'UE

a consommé un tiers des produits agricoles associés à la déforestation commercialisés à l'échelle mondiale, [étant responsable de 10 % de la déforestation mondiale associée à la production de biens ou de services](#).

Les mesures actuelles de l'UE pouvant contribuer à la lutte contre la déforestation présentent des lacunes. À titre d'exemple, bien que le [plan d'action FLEGT de l'UE](#) lutte contre l'exploitation clandestine des forêts et contribue au renforcement de la gouvernance des forêts, il n'aborde pas la question de la déforestation causée par l'expansion de l'agriculture. Parallèlement, la [directive européenne relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables \(directive 2018/2001\)](#) prévoit des critères contraignants de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour garantir la durabilité de la bioénergie consommée dans l'UE.

Cette consultation vise à recueillir votre avis sur les options stratégiques réglementaires et non réglementaires qui permettraient de **réduire autant que possible la contribution de l'UE à la déforestation et à la dégradation des forêts** en encourageant la consommation de produits issus des chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation» dans l'UE.

Aperçu de l'enquête et de ses lignes directrices

Cette consultation publique est composée de quelques questions introductives liées au profil du répondant («Informations vous concernant»), suivies d'un questionnaire divisé en quatre parties (sections I à IV).

L'enquête est composée des sections suivantes:

1. **Informations vous concernant**, dans laquelle nous vous posons des questions sur vous;
2. **Les problèmes liés à la déforestation et à la dégradation des forêts**, dans laquelle nous vous demandons votre avis sur le problème de la déforestation et de la dégradation des forêts;
3. **Responsabilité dans le processus décisionnel**, dans laquelle nous vous demandons votre avis sur le meilleur niveau de gouvernance pour mettre en œuvre des mesures axées sur la demande afin de lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts;
4. **Éventuelles mesures axées sur la demande et leurs incidences**, dans laquelle nous vous posons des questions relatives aux possibilités de réduire les risques de déforestation et de dégradation des forêts par des mesures axées sur la demande, ainsi que sur leurs incidences connexes (éventuelles et attendues); et,
5. **Observations finales**, dans laquelle vous êtes invité à exprimer toute autre réflexion qui n'aurait pas été prise en compte dans les questions précédentes.

Veuillez noter que **vous n'êtes pas obligé de répondre à toutes les questions** du questionnaire. Vous pouvez choisir de passer certaines questions si vous préférez ne pas y répondre ou sélectionner l'option «Je ne sais pas» lorsqu'elle est disponible.

Vos réponses seront utilisées pour aider la Commission européenne à développer ses travaux futurs sur le sujet en question, nous vous prions donc de répondre à autant de questions possibles et au meilleur de vos capacités ou connaissances sur le sujet. **Veuillez utiliser les champs libres uniquement pour ajouter des renseignements strictement pertinents pour la question concernée.**

Veillez noter que l'enquête est accessible dans **toutes les langues officielles de l'UE** et que **vos réponses seront traitées en toute confidentialité**, conformément aux règles prévues par le [règlement général sur la protection des données \(RGPD\)](#) de l'UE. Vous pourrez préciser vos **préférences en matière de confidentialité** durant l'enquête. Pour tout renseignement sur les modalités de traitement des données personnelles et des contributions reçues, veuillez prendre connaissance de la déclaration spécifique de confidentialité jointe à la présente consultation.

Pour des raisons de transparence, si vous vous exprimez au nom d'une organisation, veuillez vous inscrire au registre des représentants d'intérêts, si ce n'est déjà fait. Cette inscription vous engage au respect d'un code de conduite. Si vous ne souhaitez pas vous inscrire, la contribution de votre organisation sera traitée et publiée avec celles reçues de particuliers.

L'enquête sera disponible en ligne pendant **15 semaines**. Les résultats seront agrégés et publiés sur la [page de consultation](#).

Votre avis nous intéresse! Nous vous remercions de prendre le temps de participer à cette consultation.

Description

En 2019, la Commission européenne [a annoncé](#) son intention de **renforcer l'action de l'UE contre la déforestation et la dégradation des forêts** et s'est engagée à évaluer des mesures visant à réduire l'empreinte de consommation de l'UE sur les terres et à encourager la consommation dans l'UE de produits issus de chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation». Plus récemment, le [pacte vert pour l'Europe](#), la [stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité](#) à l'horizon 2030 et la [stratégie «De la ferme à la table»](#) ont confirmé l'engagement de la Commission européenne à présenter, en 2021, une proposition législative et d'autres mesures visant à éviter ou à limiter la mise sur le marché de l'Union de produits associés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et à encourager les importations et les chaînes de valeur respectueuses des forêts.

Les résultats de ce questionnaire contribueront à une analyse d'impact et à la conception d'éventuelles mesures (réglementaires et non réglementaires) axées sur la demande pour aider à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts. **Les mesures axées sur la demande** tiennent compte de l'incidence que la consommation de biens dans l'UE peut avoir sur la déforestation mondiale et visent à introduire des mesures pour réduire le risque de déforestation et de dégradation des forêts associé à cette consommation.

Toutes les parties intéressées sont invitées à répondre au questionnaire, quel que soit leur niveau d'expertise.

Contexte

[Selon la FAO](#), les forêts couvrent 31 % de la superficie terrestre de notre planète et abritent 80 % de sa biodiversité. Elles contribuent à lutter contre le changement climatique, constituent une partie essentielle de la bioéconomie durable, fournissent plus de 86 millions d'emplois verts et contribuent aux moyens de subsistance de beaucoup plus de personnes. Cependant, la déforestation et la dégradation des forêts à l'échelle mondiale continuent de se produire à des niveaux alarmants: sur un total d'environ quatre milliards

d'hectares, les pertes totales s'élèvent à environ 420 millions d'hectares de surface forestière depuis 1990, dont 80 millions de forêts primaires (vierges), essentielles à la protection de la biodiversité et qui agissent comme d'importants puits de carbone.

L'UE contribue directement et indirectement à la déforestation mondiale et à la dégradation des forêts par la consommation de certains produits agricoles, forestiers et autres. Par exemple, entre 1990 et 2008, l'UE a consommé un tiers des produits agricoles associés à la déforestation commercialisés à l'échelle mondiale, [étant responsable de 10 % de la déforestation mondiale associée à la production de biens ou de services](#).

Les mesures actuelles de l'UE pouvant contribuer à la lutte contre la déforestation présentent des lacunes. À titre d'exemple, bien que le [plan d'action FLEGT de l'UE](#) lutte contre l'exploitation clandestine des forêts et contribue au renforcement de la gouvernance des forêts, il n'aborde pas la question de la déforestation causée par l'expansion de l'agriculture. Parallèlement, la [directive européenne relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables \(directive 2018/2001\)](#) prévoit des critères contraignants de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour garantir la durabilité de la bioénergie consommée dans l'UE.

Cette consultation vise à recueillir votre avis sur les options stratégiques réglementaires et non réglementaires qui permettraient de **réduire autant que possible la contribution de l'UE à la déforestation et à la dégradation des forêts** en encourageant la consommation de produits issus des chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation» dans l'UE.

Aperçu de l'enquête et de ses lignes directrices

Cette consultation publique est composée de quelques questions introductives liées au profil du répondant («Informations vous concernant»), suivies d'un questionnaire divisé en quatre parties (sections I à IV).

L'enquête est composée des sections suivantes:

1. **Informations vous concernant**, dans laquelle nous vous posons des questions sur vous;
2. **Les problèmes liés à la déforestation et à la dégradation des forêts**, dans laquelle nous vous demandons votre avis sur le problème de la déforestation et de la dégradation des forêts;
3. **Responsabilité dans le processus décisionnel**, dans laquelle nous vous demandons votre avis sur le meilleur niveau de gouvernance pour mettre en œuvre des mesures axées sur la demande afin de lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts;
4. **Éventuelles mesures axées sur la demande et leurs incidences**, dans laquelle nous vous posons des questions relatives aux possibilités de réduire les risques de déforestation et de dégradation des forêts par des mesures axées sur la demande, ainsi que sur leurs incidences connexes (éventuelles et attendues); et,
5. **Observations finales**, dans laquelle vous êtes invité à exprimer toute autre réflexion qui n'aurait pas été prise en compte dans les questions précédentes.

Veuillez noter que **vous n'êtes pas obligé de répondre à toutes les questions** du questionnaire. Vous pouvez choisir de passer certaines questions si vous préférez ne pas y répondre ou sélectionner l'option «Je ne sais pas» lorsqu'elle est disponible.

Vos réponses seront utilisées pour aider la Commission européenne à développer ses travaux futurs sur le sujet en question, nous vous prions donc de répondre à autant de questions possibles et au meilleur de vos capacités ou connaissances sur le sujet. **Veillez utiliser les champs libres uniquement pour ajouter des renseignements strictement pertinents pour la question concernée.**

Veillez noter que l'enquête est accessible dans **toutes les langues officielles de l'UE** et que **vos réponses seront traitées en toute confidentialité**, conformément aux règles prévues par le [règlement général sur la protection des données \(RGPD\)](#) de l'UE. Vous pourrez préciser vos **préférences en matière de confidentialité** durant l'enquête. Pour tout renseignement sur les modalités de traitement des données personnelles et des contributions reçues, veuillez prendre connaissance de la déclaration spécifique de confidentialité jointe à la présente consultation.

Pour des raisons de transparence, si vous vous exprimez au nom d'une organisation, veuillez vous inscrire au registre des représentants d'intérêts, si ce n'est déjà fait. Cette inscription vous engage au respect d'un code de conduite. Si vous ne souhaitez pas vous inscrire, la contribution de votre organisation sera traitée et publiée avec celles reçues de particuliers.

L'enquête sera disponible en ligne pendant **15 semaines**. Les résultats seront agrégés et publiés sur la [page de consultation](#).

Votre avis nous intéresse! Nous vous remercions de prendre le temps de participer à cette consultation.

Informations vous concernant

* Langue de votre contribution

- Allemand
- Anglais
- Bulgare
- Croate
- Danois
- Espagnol
- Estonien
- Finnois
- Français
- Gaélique
- Grec
- Hongrois
- Italien
- Letton
- Lituanien

- Maltais
- Néerlandais
- Polonais
- Portugais
- Roumain
- Slovaque
- Slovène
- Suédois
- Tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que:

- Établissement universitaire/institut de recherche
- Organisation sectorielle
- Société/organisation d'entreprises
- Organisation de consommateurs
- Citoyen(ne) de l'Union européenne
- Organisation de protection de l'environnement
- Ressortissant(e) d'un pays tiers
- Organisation non gouvernementale (ONG)
- Autorité publique
- Organisation syndicale
- Autre

Représentez-vous une autorité publique dans l'UE ou en dehors de l'UE?

- Dans l'UE
- En dehors de l'UE

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser

150 caractère(s) maximum

* Prénom

* Nom

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

* Taille de l'organisation

- Micro-entreprise (de 1 à 9 salariés)
- Petite entreprise (de 10 à 49 salariés)
- Moyenne entreprise (de 50 à 249 salariés)
- Grande entreprise (250 salariés ou plus)

* Champ d'action

- International
- Local
- National
- Régional

Numéro d'inscription au registre de transparence

255 caractère(s) maximum

Veillez vérifier si votre organisation est inscrite au [registre de transparence](#). Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'Union européenne.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

- | | | | |
|--------------------------------------|--|-----------------------------------|--|
| <input type="radio"/> Afghanistan | <input type="radio"/> Estonie | <input type="radio"/> Kirghizstan | <input type="radio"/> République démocratique du Congo |
| <input type="radio"/> Afrique du Sud | <input type="radio"/> Eswatini | <input type="radio"/> Kiribati | <input type="radio"/> République dominicaine |
| <input type="radio"/> Albanie | <input type="radio"/> État de la Cité du Vatican | <input type="radio"/> Kosovo | <input type="radio"/> Roumanie |
| <input type="radio"/> Algérie | <input type="radio"/> États-Unis | <input type="radio"/> Koweït | <input type="radio"/> Royaume-Uni |
| <input type="radio"/> Allemagne | <input type="radio"/> Éthiopie | <input type="radio"/> Laos | <input type="radio"/> Russie |

- Andorre
- Angola
- Anguilla
- Antarctique
- Antigua-et-Barbuda
- Arabie saoudite
- Argentine
- Arménie
- Aruba
- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Fidji
- Finlande
- France
- Gabon
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Gibraltar
- Grèce
- Grenade
- Groenland
- Guadeloupe
- Guam
- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane française
- La Réunion
- Lesotho
- Lettonie
- Liban
- Liberia
- Libye
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Macao
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Malawi
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Rwanda
- Sahara occidental
- Saint-Barthélemy
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
- Sainte-Lucie
- Saint-Marin
- Saint-Martin
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie

- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei
- Bulgarie

- Burkina Faso
- Burundi

- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun
- Canada

- Chili

- Chine

- Chypre

- Clipperton

- Colombie
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie

- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland

- Îles Caïmans
- Îles Cocos

- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald
- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Îles Pitcairn
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie

- Moldavie

- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat

- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nicaragua

- Niger

- Nigeria

- Niue

- Norvège
-
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud

- Sri Lanka

- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan

- Taïwan
- Tanzanie
- Tchad
- Tchéquie

- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Territoires palestiniens
- Thaïlande

- Timor-Oriental

- | | | | |
|---|---|---|---|
| <input type="radio"/> Comores | <input type="radio"/> Îles Salomon | <input type="radio"/> Nouvelle-Calédonie | <input type="radio"/> Togo |
| <input type="radio"/> Congo | <input type="radio"/> Îles Turks-et-Caïcos | <input type="radio"/> Nouvelle-Zélande | <input type="radio"/> Tokélaou |
| <input type="radio"/> Corée du Nord | <input type="radio"/> Îles Vierges américaines | <input type="radio"/> Oman | <input type="radio"/> Tonga |
| <input type="radio"/> Corée du Sud | <input type="radio"/> Îles Vierges britanniques | <input type="radio"/> Ouganda | <input type="radio"/> Trinité-et-Tobago |
| <input type="radio"/> Costa Rica | <input type="radio"/> Inde | <input type="radio"/> Ouzbékistan | <input type="radio"/> Tunisie |
| <input type="radio"/> Côte-d'Ivoire | <input type="radio"/> Indonésie | <input type="radio"/> Pakistan | <input type="radio"/> Turkménistan |
| <input type="radio"/> Croatie | <input type="radio"/> Iran | <input type="radio"/> Palaos | <input type="radio"/> Turquie |
| <input type="radio"/> Cuba | <input type="radio"/> Iraq | <input type="radio"/> Panama | <input type="radio"/> Tuvalu |
| <input type="radio"/> Curaçao | <input type="radio"/> Irlande | <input type="radio"/> Papouasie - Nouvelle-Guinée | <input type="radio"/> Ukraine |
| <input type="radio"/> Danemark | <input type="radio"/> Islande | <input type="radio"/> Paraguay | <input type="radio"/> Uruguay |
| <input type="radio"/> Djibouti | <input type="radio"/> Israël | <input type="radio"/> Pays-Bas | <input type="radio"/> Vanuatu |
| <input type="radio"/> Dominique | <input type="radio"/> Italie | <input type="radio"/> Pérou | <input type="radio"/> Venezuela |
| <input type="radio"/> Égypte | <input type="radio"/> Jamaïque | <input type="radio"/> Philippines | <input type="radio"/> Viêt Nam |
| <input type="radio"/> El Salvador | <input type="radio"/> Japon | <input type="radio"/> Pologne | <input type="radio"/> Wallis-et-Futuna |
| <input type="radio"/> Émirats arabes unis | <input type="radio"/> Jersey | <input type="radio"/> Polynésie française | <input type="radio"/> Yémen |
| <input type="radio"/> Équateur | <input type="radio"/> Jordanie | <input type="radio"/> Porto Rico | <input type="radio"/> Zambie |
| <input type="radio"/> Érythrée | <input type="radio"/> Kazakhstan | <input type="radio"/> Portugal | <input type="radio"/> Zimbabwe |
| <input type="radio"/> Espagne | <input type="radio"/> Kenya | <input type="radio"/> Qatar | |
| | | <input type="radio"/> République centrafricaine | |

Veillez indiquer **le(s) secteur(s)** de votre activité, en tant que particulier ou en tant qu'organisation

pas plus de 5 choix

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Biodiversité et/ou environnement | <input type="checkbox"/> Logistique et infrastructure (domaine général) |
| <input type="checkbox"/> Changement climatique | <input type="checkbox"/> Médias et communication |

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Consommation (domaine général) et /ou intérêts des consommateurs | <input type="checkbox"/> Industrie minière et extractive (y compris le pétrole et le gaz) |
| <input type="checkbox"/> Biens durables (c'est-à-dire ayant une durée de conservation d'au moins trois ans) | <input type="checkbox"/> Transformation et/ou vente de bois et/ou de produits à base de bois |
| <input type="checkbox"/> Enseignement | <input type="checkbox"/> Recherche scientifique |
| <input type="checkbox"/> Énergie | <input type="checkbox"/> Services (domaine général) |
| <input type="checkbox"/> Industrie des produits alimentaires et/ou des boissons | <input type="checkbox"/> Tourisme |
| <input type="checkbox"/> Biens de consommation à circulation rapide (c'est-à-dire ayant une durée de conservation maximale de trois ans, autres que les aliments et les boissons) | <input type="checkbox"/> Commerce de produits agricoles (c'est-à-dire actif dans la vente et/ou achat de produits agricoles, y compris des produits d'origine végétale et animale) |
| <input type="checkbox"/> Propriétaires forestiers, coopératives, associations de propriétaires forestiers | <input type="checkbox"/> Commerce (domaine général) |
| <input type="checkbox"/> Agriculteurs et associations représentant les agriculteurs | <input type="checkbox"/> Transports |
| <input type="checkbox"/> Régimes de certification | <input type="checkbox"/> Planification et développement urbain |
| <input type="checkbox"/> Santé | <input type="checkbox"/> Je ne suis actuellement actif dans aucun des secteurs mentionnés |
| <input type="checkbox"/> Droits de l'homme et/ou des travailleurs | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Investissement et financement | <input type="checkbox"/> Je ne sais pas |

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le secteur

150 caractère(s) maximum

Comment évaluez-vous votre **niveau de connaissance** en matière de déforestation, de dégradation des forêts et du commerce qui y est associé?

- Je n'en ai pas entendu parler
- J'en ai entendu parler, mais je n'en ai qu'une connaissance limitée
- J'ai des connaissances, mais je ne suis pas un expert
-

Je maîtrise parfaitement le sujet

Je suis reconnu comme un expert

* Paramètres de confidentialité pour la publication

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Mode anonyme

Seuls la catégorie de répondants à laquelle vous appartenez, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés. Aucune des autres informations à caractère personnel (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence) ne sera publiée.

Mode public

Vos informations personnelles (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence, pays d'origine) seront publiées avec votre contribution.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

Quelques questions préliminaires

Votre organisation a-t-elle pris des **engagements (volontaires)** pour lutter contre la déforestation et/ou la dégradation des forêts?

Oui

Non

Je ne sais pas

Dans l'affirmative, veuillez préciser le(s) type(s) d'engagement(s)

Soutien financier/contributions

Soutien technique

Réduction de l'incidence de l'organisation sur les forêts par divers moyens

Mesures relatives à la chaîne d'approvisionnement (c'est-à-dire les engagements en matière de transparence tout au long des chaînes d'approvisionnement, les systèmes de diligence raisonnée, etc.)

Modification des anciennes chaînes d'approvisionnement pour éviter les entreprises, les producteurs, les pays et les régions géographiques associés à la déforestation

Autre

Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le(s) engagement(s)

300 caractère(s) maximum

Dans quelle mesure estimez-vous que les engagements pris par votre organisation ont été respectés?

- Pas du tout
- Dans une faible mesure
- Dans une certaine mesure
- Dans une mesure modérée
- Dans une large mesure
- Je ne sais pas

Votre organisation dispose-t-elle de **procédures, de mesures ou de protocoles** mis en place pour prévenir la déforestation et/ou la dégradation des forêts tout au long de sa chaîne d'approvisionnement?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Dans l'affirmative, depuis combien de temps ces procédures, mesures ou protocoles ont-ils été mis en place?

- Depuis moins de 5 ans
- Entre 5 et 10 ans
- Depuis plus de 10 ans
- Je ne sais pas

Votre organisation a-t-elle eu recours à une ou plusieurs **certification(s) volontaire (s)** liée(s) à la gestion durable des forêts, à la déforestation ou à la dégradation des forêts?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Votre organisation utilise-t-elle un **système général de gestion environnementale**, même s'il n'est pas axé sur la déforestation?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Section I: Les problèmes liés à la déforestation et à la dégradation des forêts

Dans cette section, **nous vous demanderons votre avis sur les enjeux de la déforestation et de la dégradation des forêts**. Cette section comprend des questions sur l'ampleur des problèmes, les facteurs de déforestation et de dégradation des forêts, et le rôle de l'Union européenne dans la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts associées aux produits mis sur le marché de l'UE.

Q1.1 Dans quelle mesure estimez-vous qu'une **intervention au niveau de l'UE** relative à la consommation de biens dans l'UE permettrait de réduire la déforestation et la dégradation des forêts à l'échelle mondiale?

- Pas du tout
- Dans une très faible mesure
- Dans une certaine mesure
- Dans une large mesure
- Dans une très large mesure
- Je ne sais pas

Q1.2 À votre avis, dans quelle mesure les **différents secteurs économiques** ci-dessous contribuent-ils à la déforestation et à la dégradation des forêts de par les biens et services qu'ils fournissent (sur le marché de l'UE)?

Veillez évaluer chacune des options ci-dessous sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une absence de contribution, 2 à un faible niveau de contribution, 3 à un niveau modéré de contribution, 4 à un niveau élevé de contribution et 5 à un niveau très élevé de contribution.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Secteur alimentaire ou non alimentaire (par exemple, laine, cuir) d'origine animale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Substances chimiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Construction/infrastructure	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Énergie/biocarburants	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Industrie manufacturière	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres services (par exemple, éducation, hôpitaux, services de conseil, TIC)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Textiles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mines/pétrole et gaz	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Secteur de l'alimentation humaine et animale d'origine végétale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Tourisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Transports	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q1.2.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le(s) secteur(s)

300 caractère(s) maximum

Q1.3 À votre avis, dans quelle mesure les **groupes de produits de base** suivants contribuent-ils à la déforestation et à la dégradation des forêts en raison de leur consommation sur le marché de l'UE?

Veuillez évaluer chacune des options ci-dessous sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une absence de contribution, 2 à un faible niveau de contribution, 3 à un niveau modéré de contribution, 4 à un niveau élevé de contribution et 5 à un niveau très élevé de contribution.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Produits d'origine animale (par exemple, graisse animale, sang, chair, lait, œufs, peau, laine et produits fabriqués à partir de ces matières premières)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Céréales (par exemple, blé, maïs, riz, orge, avoine, seigle, sorgho)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cultures fourragères (c'est-à-dire des cultures principalement destinées à l'alimentation animale)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fruits et légumes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cultures industrielles (par exemple, caoutchouc, tabac, plantes à fibres)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Produits miniers (par exemple, métaux précieux, minerais, charbon)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pétrole et gaz	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Oléagineux (par exemple, soja, palmier, colza, tournesol, canola, moutarde, lin, jatropha, noix de coco, chanvre)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Stimulants (café, cacao, thé)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cultures sucrières	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bois et produits de base à base de bois, y compris la pâte et les granulés de bois	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q1.3.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le(s) groupe(s) de produits de base

300 caractère(s) maximum

Q1.4 À votre avis, dans quelle mesure les **facteurs** suivants contribuent-ils à la consommation (au sein de l'UE) de produits liés à la déforestation et à la dégradation des forêts?

Veuillez évaluer chacune des options ci-dessous sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une absence de contribution, 2 à un faible niveau de contribution, 3 à un niveau modéré de contribution, 4 à un niveau élevé de contribution et 5 à un niveau très élevé de contribution.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Méconnaissance de la contribution de certains produits ou entreprises à la déforestation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque de réglementation/normes convenues pour définir les marchandises ou produits de base «zéro déforestation»	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque de disponibilité des produits issus de chaînes d'approvisionnement «propres»	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque de fiabilité des produits commercialisés comme étant respectueux des forêts ou «zéro déforestation»	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le prix payé pour ces produits ne reflète pas les externalités sociales/environnementales négatives causées par l'incidence de leur production sur les forêts	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

La réglementation ne restreint pas la vente de biens associés à la déforestation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les informations communiquées sur l'incidence des activités commerciales sur les forêts sont inexactes ou insuffisantes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les citoyens ne peuvent pas se permettre d'acheter des produits «zéro déforestation», qui sont commercialisés à des prix plus élevés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q1.4.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le(s) facteur(s)

300 caractère(s) maximum

Q1.5 À votre avis, dans quelle mesure les **problèmes** suivants contribuent-ils à la déforestation et à la dégradation des forêts?

Veuillez évaluer chacune des options ci-dessous sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une absence de contribution, 2 à un faible niveau de contribution, 3 à un niveau modéré de contribution, 4 à un niveau élevé de contribution et 5 à un niveau très élevé de contribution.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Absence de politiques rationnelles au niveau mondial, ce qui contribue à la déforestation et à la dégradation des forêts	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Absence de politiques rationnelles au niveau de l'UE qui réduisent la contribution à la déforestation et à la dégradation des forêts	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Absence de politiques rationnelles au niveau national /infranational qui réduisent la contribution à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les États membres de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Absence de politiques rationnelles au niveau national /infranational qui réduisent la contribution à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays tiers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'application des politiques existantes dans les États membres de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'application des politiques existantes dans les pays tiers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Manque d'investissements dans la gestion durable des terres dans les pays concernés par la déforestation et la dégradation des forêts dans les États membres de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'investissements dans la gestion durable des terres dans les pays concernés par la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays tiers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Corruption dans les institutions publiques des États membres de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Corruption dans les institutions publiques des pays tiers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'intérêt et/ou de volonté politique sur la question dans les États membres de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Manque d'intérêt et/ou de volonté politique sur la question dans les pays tiers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pauvreté, régime foncier incertain, manque de ressources et autres problèmes dans les pays concernés par la déforestation et la dégradation des forêts	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q1.5.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le(s) problème(s)

350 caractère(s) maximum

Section II: Responsabilité dans le processus décisionnel

La question suivante vise à recueillir votre avis sur le(s) niveau(x) d'autorité qui devrai(en)t être **responsable(s) de la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts** liées à la consommation de l'UE.

Q2.1 À quel **niveau d'autorité** les mesures visant à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts dont l'UE est responsable devraient-elles être conçues et mises en œuvre (c'est-à-dire à quel niveau seraient-elles les plus efficaces)?

- Local/infranational dans les États membres de l'UE
- National dans les États membres de l'UE
- Au niveau de l'UE
- International
- Je ne sais pas

Section III: Éventuelles mesures axées sur la demande et leurs incidences

Les questions suivantes visent à recueillir votre avis sur la **nature et l'ampleur des éventuelles mesures visant à limiter la déforestation et la dégradation des forêts associées à l'empreinte de l'Union européenne**. Les mesures proposées prévoient diverses options stratégiques réglementaires et non réglementaires.

Q3.1 Du point de vue du consommateur, dans quelle mesure le fait d'être informé de l'incidence des produits et services que vous achetez sur la déforestation et la dégradation des forêts **influencerait-il vos décisions d'achat**?

- Pas du tout
- Pas beaucoup
- Influence neutre
- Dans une certaine mesure
- Dans une très large mesure
- Je ne sais pas

Q3.2 Compte tenu des coûts et des avantages, quel **éventail de produits** liés à la déforestation et à la dégradation des forêts devrait, selon vous, être couvert par les futures mesures stratégiques de l'UE?

- Un grand nombre de produits, y compris tous (ou presque tous) les produits pouvant avoir une incidence sur la déforestation
- Un nombre de produits réduit, en priorité les produits ayant l'incidence la plus significative
- Je ne sais pas

Q3.3 Selon vous, quels types de **problèmes liés à l'origine des produits** les futures mesures de l'UE devraient-elles s'attacher à résoudre?

- Leur légalité, entendue comme leur respect des exigences juridiques de leur pays d'origine en matière de sylviculture et de changement d'affectation des sols
- Leur durabilité forestière, entendue comme leur conformité aux exigences fixées par l'UE (conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce et sur la base des engagements internationaux) en matière de sylviculture et de changement d'affectation des sols selon une définition de l'UE de «zéro déforestation»
- Tant leur légalité et que leur durabilité forestière, telles que définies ci-dessus
- Je ne sais pas
- Autre

Q3.3.1 Si vous avez choisi «Tant leur légalité que leur durabilité forestière», veuillez indiquer de quelle manière, selon vous, cela pourrait être réalisé

300 caractère(s) maximum

Q3.3.2 Si vous avez choisi «Autre», veuillez préciser

300 caractère(s) maximum

Q3.4 À quels **types de forêts** la priorité devrait-elle être donnée dans le cadre des mesures visant à réduire autant que possible les dommages environnementaux causés par la déforestation et la dégradation des forêts?

Veuillez évaluer chaque type de forêt sur une échelle de 1 (pas de tout important) à 5 (très important).

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Forêts primaires (définies comme «des forêts naturellement régénérées d'espèces indigènes où aucune trace d'activité humaine n'est clairement visible et où les processus écologiques ne sont pas sensiblement perturbés»)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres forêts naturellement régénérées (par exemple, une forêt naturellement régénérée où des traces d'activité humaine sont clairement visibles)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Plantations forestières (définies comme «une forêt qui, à maturité, est principalement composée d'arbres établis par plantation et/ou ensemencement délibéré»)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.4.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez indiquer le type de forêt(s)

300 caractère(s) maximum

Q3.5 Estimez-vous que les déboisements (par exemple, défricher des forêts pour les remplacer par des plantations de cultures) effectués à un endroit peuvent être **compensés par la plantation d'arbres** à un autre endroit afin de déterminer si un produit est «zéro déforestation»?

- Oui
- Non
- Seulement dans une certaine mesure
- Uniquement pour des types de forêts spécifiques (veuillez indiquer lesquels)
- Je ne sais pas

Q3.5.1 Si vous avez répondu «Uniquement pour des types de forêts spécifiques», veuillez indiquer de quel(s) type(s) il s'agit

300 caractère(s) maximum

Q3.6 Parmi les mesures énumérées ci-dessous, quelles sont les **plus appropriées** pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts causées par la consommation de l'UE? Il est à noter que certaines des mesures présentées ci-dessous sont complémentaires et pourraient être combinées.

Veuillez évaluer chaque mesure sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une mesure pas du tout appropriée, 2 plutôt inappropriée, 3 ni appropriée ni inappropriée, 4 plutôt appropriée et 5 tout à fait appropriée.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Une exigence ou norme «zéro déforestation» que les marchandises ou produits de base au sein de leur catégorie de produits doivent respecter pour pouvoir être mis sur le marché de l'UE (et par conséquent une interdiction, conformément aux engagements internationaux de l'UE, de mise sur le marché de produits non conformes à ces normes)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage volontaire (par exemple, semblable aux labels biologiques pour les produits biologiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage obligatoire (par exemple, semblable aux étiquettes d'informations nutritionnelles sur les produits alimentaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Régimes publics nationaux de vérification de la légalité, liste des opérateurs soumis à une interdiction, système de brevet par pays et interdiction d'exportation vers l'UE [une reprise, avec les adaptations nécessaires, de la législation de l'UE en vigueur en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)]	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnée volontaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnée obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Système de certification publique obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Systèmes de certification privés (nouveaux et déjà en place sur le marché de l'UE)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Établissement d'analyses comparatives ou d'évaluations par pays (par exemple, des index) permettant de mettre en évidence, à titre d'information, les pays qui sont exposés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et qui mènent une lutte efficace	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion du commerce de produits légaux et durables par le biais d'accords commerciaux et d'investissement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Publication d'informations obligatoire (y compris les rapports d'entreprises non financiers)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide au développement et à la coopération en faveur des pays producteurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Campagnes d'information à l'intention des consommateurs dans l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diplomatie verte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre(s) mesure(s) (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.6.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser la ou les mesure(s)

300 caractère(s) maximum

Q3.7 Si une approche de **diligence raisonnée** ou certains de ses éléments devaient être considérés comme une option (également en combinaison avec d'autres mesures), laquelle des approches de diligence raisonnée suivantes serait, selon vous, la plus appropriée?

- Une approche par produit obligatoire, axée sur l'information, l'évaluation et l'atténuation des risques couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement
-

Une approche générale axée sur une initiative de gouvernance d'entreprise durable abordant les questions des droits de l'homme, du devoir de diligence en matière d'environnement et de l'obligation de diligence raisonnable dans les chaînes de valeur économiques

- Une approche volontaire pour recenser, prévenir, atténuer les incidences négatives réelles et potentielles dans les opérations, la chaîne d'approvisionnement et les autres relations commerciales, et expliquer les moyens d'y remédier
- Autre (veuillez préciser)
- Je ne sais pas

Q3.7.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser la ou les approche(s)

300 caractère(s) maximum

Q3.8 Si l'approche de la [**pêche illicite, non déclarée et non réglementée \(INN\)**](#), ou certains de ses éléments, devait être considérée comme une option (également en combinaison avec d'autres éléments), lesquels des éléments suivants seraient, selon vous, pertinents?

- Imposer aux pays tiers l'obligation d'établir leurs propres systèmes nationaux publics de vérification de la légalité afin de vendre des produits à l'UE
- Sanctions pour les pays de l'UE et les opérateurs qui ne respectent pas les règles
- Liste des opérateurs soumis à une interdiction
- Système de brevet par pays par lequel les exportations de pays tiers non conformes à certains critères peuvent être interdites dans l'UE
- Autre (veuillez préciser)
- Je ne sais pas

Q3.8.1 Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser le(s) élément(s)

300 caractère(s) maximum

Quelques dernières questions de suivi

Q3.9 À quelle fréquence tenez-vous compte de l'incidence des décisions commerciales de votre organisation **sur la déforestation et la dégradation des forêts?**

- Jamais
- Rarement
- Parfois
- Souvent
- Très souvent
- Je ne sais pas

Q3.10 Quelle serait l'incidence de la mise en œuvre des mesures énumérées ci-dessous sur vos **coûts d'exploitation?**

Veillez évaluer chaque mesure sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une réduction significative des coûts, 2 à une faible réduction des coûts, 3 à aucune modification des coûts, 4 à une faible augmentation des coûts, 5 à une augmentation significative des coûts.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Une exigence ou norme «zéro déforestation» que les produits de base ou les marchandises doivent respecter pour pouvoir être mis sur le marché de l'UE (et par conséquent une interdiction, conformément aux engagements internationaux de l'UE, de mise sur le marché de produits non conformes à ces normes)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage volontaire (par exemple, semblable au label biologique pour les produits biologiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage obligatoire (par exemple, semblable aux étiquettes d'informations nutritionnelles sur les produits alimentaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Régimes publics nationaux de certification (fondés sur des règles/normes internationales), liste des opérateurs soumis à une interdiction, système de brevet par pays et interdiction d'exportation vers l'UE [une reprise, avec les adaptations nécessaires, de la législation en vigueur en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)]	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnable volontaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnable obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Système de certification publique obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Systèmes de certification privés déjà mis en place sur le marché de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Établissement d'analyses comparatives ou d'évaluations par pays (par exemple, des index) permettant de mettre en évidence, à titre d'information, les pays qui sont exposés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et qui mènent une lutte efficace	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion du commerce de produits légaux et durables par le biais d'accords commerciaux et d'investissement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Publication d'informations obligatoire (y compris les rapports d'entreprises non financiers)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide au développement et à la coopération en faveur des pays producteurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Campagnes d'information à l'intention des consommateurs dans l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diplomatie verte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre(s) mesure(s) (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.10.1 Si vous avez répondu «Autre(s) mesure(s)», veuillez préciser

300 caractère(s) maximum

Q3.11 Dans quelle mesure considérez-vous que les facteurs ci-dessous constituent un **obstacle** à la mise en œuvre efficace de chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation» dans votre entreprise?

Veuillez évaluer chacune des options ci-dessous sur une échelle de 1 (obstacle non significatif) à 5 (obstacle très significatif).

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Les produits «zéro déforestation» sont plus coûteux (c'est-à-dire qu'ils entraînent des coûts supplémentaires en raison de fournitures intrinsèquement plus coûteuses, mais aussi de facteurs tels qu'une complexité logistique accrue, la communication d'information sur les engagements «zéro déforestation», etc.), entraînant une perte de compétitivité pour l'entreprise par rapport aux autres entreprises	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Il n'y a pas assez de fournisseurs «zéro déforestation» pour couvrir notre demande	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'information disponible sur le marché n'est pas fiable, il est donc difficile de savoir si les produits «zéro déforestation» proposés le sont vraiment	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nos consommateurs ne recherchent pas de produits «zéro déforestation», nous n'avons donc aucune incitation à «nettoyer» nos chaînes d'approvisionnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nos détaillants et autres intermédiaires ne recherchent pas de produits «zéro déforestation», nous n'avons donc aucune incitation à «nettoyer» nos chaînes d'approvisionnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Peu de gains de réputation ont été obtenus en faisant des efforts pour nettoyer nos chaînes d'approvisionnement, ce qui réduit nos incitations à le faire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nos consommateurs sont attirés par les prix bas de nos produits, ils ne seraient plus en mesure de les acheter en cas de hausse des prix	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre(s) obstacle(s)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.11.1 Si vous avez répondu «Autre(s) obstacle(s)», veuillez préciser

300 caractère(s) maximum

Q3.12 Pensez-vous que des mesures axées sur la demande au niveau de l'UE seraient compatibles avec votre engagement (volontaire) actuel?

- Oui
- Non
- Peut-être
- Je ne sais pas

Q3.13 Pensez-vous que des mesures axées sur la demande au niveau de l'UE réduiraient la concurrence déloyale de la part d'autres entreprises qui n'ont pris aucun engagement (volontaire)?

- Oui
- Non
- Peut-être
- Je ne sais pas

Q3.14 Quelle serait l'**incidence** des mesures de l'UE suivantes dans votre pays?

Veuillez évaluer chaque mesure sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une incidence très négative, 2 à une incidence négative, 3 à aucune incidence, 4 à une incidence positive et 5 à une incidence très positive.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Une exigence ou norme «zéro déforestation» que les marchandises ou produits de base doivent respecter pour pouvoir être mis sur le marché de l'UE (et par conséquent une interdiction, conformément aux engagements internationaux de l'UE, de mise sur le marché de produits non conformes à ces normes)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage volontaire (par exemple, semblable au label biologique pour les produits biologiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage obligatoire (par exemple, semblable aux étiquettes d'informations nutritionnelles sur les produits alimentaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Régimes publics nationaux de certification (fondés sur des règles/normes internationales), liste des opérateurs soumis à une interdiction, système de brevet par pays et interdiction d'exportation vers l'UE [une reprise, avec les adaptations nécessaires, de la législation en vigueur en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)]	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnable volontaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnable obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Système de certification publique obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Systèmes de certification privés déjà mis en place sur le marché	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Établissement d'analyses comparatives ou d'évaluations par pays (par exemple, des index) permettant de mettre en évidence, à titre d'information, les pays qui sont exposés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et qui mènent une lutte efficace	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion du commerce de produits légaux et durables par le biais d'accords commerciaux et d'investissement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Publication d'informations obligatoire (y compris les rapports d'entreprises non financiers)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Aide au développement et à la coopération en faveur des pays producteurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Campagnes d'information à l'intention des consommateurs dans l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diplomatie verte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre(s) mesure(s) (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.14.1 Si vous avez répondu «Autre(s) mesure(s)», veuillez préciser

300 caractère(s) maximum

Q3.15 Selon vous, quels seraient les **coûts d'exécution et de mise en œuvre des mesures énumérées ci-dessous pour les autorités publiques de votre pays?**

Veuillez évaluer chaque mesure sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à des coûts nuls ou négligeables, 2 à des coûts faibles, 3 à des coûts modérés, 4 à des coûts élevés et 5 à des coûts très élevés.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Une exigence ou norme «zéro déforestation» que les produits de base ou les marchandises doivent respecter pour pouvoir être mis sur le marché de l'UE (et par conséquent toute interdiction, conformément aux engagements internationaux de l'UE, de mise sur le marché de produits non conformes à ces normes)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage volontaire (par exemple, semblable au label biologique pour les produits biologiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage obligatoire (par exemple, semblable aux étiquettes d'informations nutritionnelles sur les produits alimentaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Régimes publics nationaux de certification (fondés sur des règles/normes internationales), liste des opérateurs soumis à une interdiction, système de brevet par pays et interdiction d'exportation vers l'UE [une reprise, avec les adaptations nécessaires, de la législation en vigueur en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)]	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnable volontaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnable obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Système de certification publique obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Systèmes de certification privés déjà mis en place sur le marché	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Établissement d'analyses comparatives ou d'évaluations par pays (par exemple, des index) permettant de mettre en évidence, à titre d'information, les pays qui sont exposés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et qui mènent une lutte efficace	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion du commerce de produits légaux et durables par le biais d'accords commerciaux et d'investissement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Publication d'informations obligatoire (y compris les rapports d'entreprises non financiers)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide au développement et à la coopération en faveur des pays producteurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Campagnes d'information à l'intention des consommateurs dans l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diplomatie verte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre(s) mesure(s) (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.15.1 Si vous avez répondu «Autre(s) mesure(s)», veuillez préciser

300 caractère(s) maximum

Q3.16 Selon vous, et indépendamment de toute autre considération, quel **effet** auront les mesures suivantes pour arrêter la déforestation européenne et mondiale et inverser la tendance?

Veuillez évaluer les options suivantes sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à une inefficacité totale, 2 à une inefficacité relative, 3 à neutre, 4 à une efficacité relative et 5 à une efficacité parfaite.

	1	2	3	4	5	Je ne sais pas
Une exigence ou norme «zéro déforestation» que les marchandises ou produits de base doivent respecter pour pouvoir être mis sur le marché de l'UE (et par conséquent une interdiction, conformément aux engagements internationaux de l'UE, de mise sur le marché de produits non conformes à ces normes)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Étiquetage volontaire (par exemple, semblable au label biologique pour les produits biologiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Étiquetage obligatoire (par exemple, semblable aux étiquettes d'informations nutritionnelles sur les produits alimentaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Régimes publics nationaux de certification (fondés sur des règles/normes internationales), liste des opérateurs soumis à une interdiction, système de brevet par pays et interdiction d'exportation vers l'UE [une reprise, avec les adaptations nécessaires, de la législation en vigueur en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)]	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnée volontaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diligence raisonnée obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Système de certification publique obligatoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Systèmes de certification privés déjà mis en place sur le marché	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Établissement d'analyses comparatives ou d'évaluations par pays (par exemple, des index) permettant de mettre en évidence, à titre d'information, les pays qui sont exposés à la déforestation ou à la dégradation des forêts et qui mènent une lutte efficace	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion du commerce de produits légaux et durables par le biais d'accords commerciaux et d'investissement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Publication d'informations obligatoire (y compris les rapports d'entreprises non financiers)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide au développement et à la coopération en faveur des pays producteurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Campagnes d'information à l'intention des consommateurs dans l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diplomatie verte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre(s) mesure(s) (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q3.16.1 Si vous avez répondu «Autre(s) mesure(s)», veuillez préciser

300 caractère(s) maximum

Q3.17 Estimez-vous que la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts à la suite des mesures axées sur la demande prises par l'UE pourrait avoir des **incidences imprévues** et causer davantage de dommages à d'autres écosystèmes (par exemple, des problèmes de fuite)?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Q3.17.1 Si oui, pourriez-vous décrire brièvement ces incidences et leurs causes?

200 caractère(s) maximum

Q3.17.2 Selon vous, comment peut-on garantir que la protection accrue des forêts n'entraîne pas une plus grande destruction des prairies, des zones humides et d'autres habitats?

300 caractère(s) maximum

Q3.18 Estimez-vous que les mesures axées sur la demande prises par l'UE pourraient entraîner une **divergence dans les chaînes d'approvisionnement**, les entreprises pouvant alors avoir une production «zéro déforestation» conforme pour la mise sur le marché de l'UE, et une autre pour le reste du monde?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Q3.18.1 Dans l'affirmative, pourriez-vous expliquer brièvement ce qui serait à l'origine de ce phénomène?

200 caractère(s) maximum

Q3.18.2 Selon vous, y a-t-il une façon d'encourager les entreprises et les fournisseurs à «nettoyer» leurs chaînes d'approvisionnement non seulement pour leurs ventes sur le marché de l'UE, mais aussi pour d'autres marchés, en évitant la divergence entre les chaînes d'approvisionnement?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Q3.18.2.1 Dans l'affirmative, veuillez développer

200 caractère(s) maximum

Section IV: Observations finales

Q4.1 Avez-vous d'autres réflexions (qui n'ont pas été abordées dans le reste du questionnaire) sur le thème de la consommation dans l'UE, de la déforestation et de la dégradation des forêts?

- Oui (veuillez préciser)
- Non

Q4.1.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser

500 caractère(s) maximum

Q4.2 Pouvez-vous nous recommander des organisations, des entreprises ou des chercheurs que nous pourrions contacter pour obtenir de plus amples informations sur ce sujet?

300 caractère(s) maximum

Q4.3 Avez-vous des documents ou éléments pertinents précis sur des questions ou des sujets abordés dans ce questionnaire que vous pouvez partager avec l'équipe de projet?

La taille de fichier maximale est de 1 MB

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

